

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 5 mai 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 3 avril 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **RETIA**

Tour Coupole, 2 place Jean Miller  
92078 Paris La Défense

Références : JOUY-AUX-ARCHES\_RETIA\_2023-05-05\_RAPVI\_EBE\_24786  
Code AIOT : 0006201404

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 avril 2023 dans l'établissement Retia implanté 29, route de Metz 57130 Jouy-aux-Arches. L'inspection a été annoncée le 15 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre des travaux de remise en état du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Retia
- 29, route de Metz 57130 Jouy-aux-Arches
- code AIOT : 0006201404
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

Le site objet des travaux de remise en état a été exploité à partir de 1926 (unité de distillation de goudrons de houille, atelier de cristallisation de naphthalène et granulation de brai).

La cessation des activités date de 1996, après le démantèlement d'une partie du site.

La remise en état du site est encadrée par l'arrêté préfectoral n° 2014-DLP-BUPE-95 du 18 mars 2014 modifié.

Le site est divisé en deux zones au Sud (Usine) et au Nord (Canal) de la route de Metz à Jouy-aux-Arches. Les travaux sur la zone Canal ont été réalisés entre le 17 octobre 2016 et le 30 janvier 2017 (excavations et remblaiements principalement) et les travaux de la zone Usine ont été réalisés en 2017 puis repris en 2020 pour se terminer en août 2021 (notamment confinement vertical et

horizontal des pollutions concentrées à l'aide d'une paroi au coulis et inertage de 13 piézomètres). Le site fait actuellement l'objet d'une surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines. Les travaux de remise en état réalisés ont permis d'améliorer notablement la situation sur ce sujet. Toutefois, il reste une phase libre coulante d'hydrocarbures au droit de 3 piézomètres localisés dans la sous-zone Machotte (zone Canal) et les eaux souterraines présentent encore des impacts en hydrocarbures C10-C40, benzène, HAP au droit de plusieurs piézomètres.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance du site (eaux souterraines, gaz du sol, air ambiant)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Surveillance eau potable (Moulins-les-Metz)	arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)	/	mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Étanchéité du confinement	arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)	/	sans objet
3	Air ambiant	arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)	/	sans objet
4	Gaz du sol	arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)	/	sans objet
6	Bilan quadriennal	arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 8	/	sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)	/	sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence que l'exploitant n'a pas réalisé 2 campagnes de mesures de surveillance prescrites par arrêté préfectoral (cf. Point de contrôle n°5). L'inspection propose en conséquence de mettre en demeure l'exploitant de réaliser ces mesures.

L'inspection a également identifié des faits non conformes pour lesquels l'exploitant s'est engagé à transmettre sous 1 mois les documents relatifs à l'analyse de l'efficacité du confinement (cf. Point de contrôle n°2), de l'air ambiant (cf. Point de contrôle n°3) et des gaz du sol (cf. Point de contrôle n°4)

ainsi que le bilan quadriennal (cf. Point de contrôle n°6).

L'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade compte tenu des engagements de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, surveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une surveillance du niveau piézométrique (côte NGF) et de la qualité des eaux souterraines est réalisée de manière trimestrielle a minima sur les piézomètres suivants à compter de la signature du présent arrêté : - Pz2, Pz7ter, Pz8bis, Pz9, Pz10, Pz11, Pz13bis, Pz14, Pz15, Pz16bis, Pz17,Pz18, Pz19, Pz20, Pz21, Pz22, Pz23, Pz24, Pz25, Pz26, Pz27, Pz28, Pz29, Pz30, Pz31, Pz32, Pz33, Pz34, Pz35, Pz36, Pz37, Pz38, Pz39, Pz40, Pz41, Pz42, Pz43, Pz44. L'exploitant met en place les piézomètres supplémentaires éventuellement nécessaires.  La surveillance des eaux souterraines est maintenue à une fréquence trimestrielle après la fin de réalisation de l'ensemble des travaux de remise en état du site. Les analyses portent sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH ;</li><li>• conductivité ;</li><li>• hydrocarbures C10-C40 ;</li><li>• indice phénol ;</li><li>• BTEX ;</li><li>• HAP : naphthalène, acénaphthylène, acénaphtène, fluorène, phénanthrène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(ah)anthracène, benzo(ghi)pérylène, indéno(1,2,3-c,d)pyrène, somme des 4 HAP, somme des 6 HAP, somme des HAP ;</li><li>• COHV : dichlorométhane, chlorure de vinyle, 1,1-dichloroéthène, trans 1,2-dichloroéthylène, trichlorométhane, tétrachlorométhane, 1,2-dichloroéthane, 1,1,1-trichloroéthane, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, 1,2-dichloropropane, cis-1,3-dichloropropène, tribromométhane (bromoforme), hexachlorobutadiène ;</li><li>• crésols : phénol 2-méthyl, 4-méthylphénols, 3-méthylphénol (m-crésol).</li></ul> Les résultats sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires. Les résultats des piézomètres Pz11bis, Pz38bis, Pz43 et Pz37 sont transmis trimestriellement à l'ARS.
<b>Constats :</b> Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none"><li>• les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines transmis trimestriellement en 2022 ;</li><li>• le rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines de décembre 2022, transmis par courrier du 6 mars 2023 au préfet et par courriel à l'inspection, faisant apparaître :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ des prélèvements réalisés sur 22 des 38 piézomètres prescrits :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ 13 des piézomètres non prélevés n'existent plus au moment du prélèvement, ces derniers ayant été comblés dans le cadre des travaux de remise en état (confinement horizontal et vertical d'une partie de la zone usine) ;</li><li>▪ 3 piézomètres (zone "Machotte" côté canal : Pz-AC24, Pz-AE-24, Pz-AF28) présentaient une phase d'hydrocarbures libre coulante au moment du prélèvement</li></ul></li></ul></li></ul>

<p>et n'ont donc pu faire l'objet d'un prélèvement des eaux souterraines (ces piézomètres font l'objet d'un pompage trimestriel de la phase libre) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ les substances analysées conformes à la prescription contrôlée ;</li> <li>• les piézomètres contrôlés lors de la visite (zone usine : Pz-A1, Pz-T3, Pz-AC16 ; zone canal : Pz-H23, Pz-N21, Pz-U20, Pz-W19, Pz-AC-21, Pz-AC24, Pz-AE-24, Pz-AF28) et la zone de confinement où les piézomètres ont été supprimés.</li> </ul> <p>La visite d'inspection a également permis de constater l'absence de transmission des résultats à l'ARS demandée par la prescription contrôlée, puis la régularisation de la situation à ce sujet (envoi des données à l'ARS par courrier du 5 avril 2023).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il convient de transmettre les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'ARS conformément à la prescription contrôlée.</p> <p>Enfin, suite à la réalisation des travaux de remise en état prescrits, il conviendra de modifier ultérieurement la prescription contrôlée pour prendre en compte l'évolution du nombre de piézomètres sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> sans objet</p>

## N° 2 : Étanchéité du confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> risques chroniques, étanchéité du confinement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'efficacité du confinement doit être surveillée par Retia et comporte a minima les analyses réalisées sur les eaux souterraines. Le résultat commenté de ce contrôle doit être communiqué une fois par trimestre à l'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que la surveillance de l'efficacité du confinement est uniquement réalisée au travers de l'analyse des résultats de la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>L'inspection constate la transmission de ces résultats (cf. point de contrôle n°1) : en revanche, ce rapport n'analyse pas spécifiquement l'efficacité du confinement (identification des piézomètres sentinelles dédiés à la surveillance de l'efficacité du confinement ; analyses et conclusions sur l'efficacité du confinement).</p> <p>L'exploitant s'est engagé à ajouter un chapitre dédié à cette analyse dans le prochain rapport de surveillance trimestrielle (prélèvements réalisés en mars 2023) qui sera transmis sous un mois.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Au regard des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> néant à ce stade</p>

### N° 3 : Air ambiant

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, air ambiant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des analyses d'air ambiant devront être réalisées tous les 3 mois sur une période a minima d'un an à compter de la signature du présent arrêté [26 janvier 2017], afin de contrôler la teneur en BTEX, HAP, hydrocarbures totaux à la surface du site.  Les résultats sont transmis commentés à l'inspection.
<b>Constats :</b> Les travaux de terrassements de la zone Canal se sont achevés fin janvier 2017. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis les résultats de ces mesures. L'exploitant déclare toutefois avoir effectué les mesures et s'est engagé à les transmettre sous 1 mois (cf. Courriel du 28/04/2023).
<b>Observations :</b> Au regard des déclarations et engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade mais demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un mois à compter de la date du présent rapport, les résultats commentés des mesures prescrites.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> néant à ce stade

### N° 4 : Gaz du sol

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, gaz du sol
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les travaux de recouvrement de la zone 11 par 30 cm de matériaux sains sont terminés, l'exploitant effectue tous les 3 mois, sur une période minimale d'un an, des campagnes de surveillance des gaz du sol au droit de la zone 11. La surveillance des gaz du sol est effectuée a minima sur un piézair. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé et portent sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• hydrocarbures C5-C16 ;</li> <li>• 16 HAP ;</li> <li>• BTEX.</li> </ul> Les résultats sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires.
<b>Constats :</b> Les travaux de recouvrement de la zone Canal (dont la zone 11) se sont achevés fin janvier 2017. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis les résultats de ces mesures. L'exploitant déclare toutefois avoir effectué les mesures et s'est engagé à les transmettre sous 1 mois (cf. Courriel du 28/04/2023).
<b>Observations :</b> Au regard des déclarations et engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade mais demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un mois à compter de la date du présent rapport, les résultats commentés des mesures prescrites.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> néant à ce stade

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, surveillance eau potable (Moulins-les-Metz)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise une surveillance renforcée de la qualité de l'eau potable au niveau de l'usine de Moulins-les-Metz a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une campagne un mois avant le début des travaux de terrassement de la zone Canal ;</li> <li>• une campagne une semaine avant le début des travaux de terrassement de la zone Canal ;</li> <li>• une campagne hebdomadaire pendant toute la durée des travaux de la zone Canal ;</li> <li>• une campagne une semaine après la fin des travaux de remise en état de la zone Canal ;</li> <li>• une campagne un mois après la fin des travaux de remise en état de la zone Canal ;</li> <li>• une campagne un an après la fin des travaux de remise en état de la zone Canal ;</li> <li>• une campagne deux ans après la fin des travaux de remise en état de la zone Canal.</li> </ul> <p>Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé et portent sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• hydrocarbures : indice hydrocarbures (C10-C40), HCT (nC10-nC16), HCT (&gt;nC16-nC22), HCT (&gt;nC22-C30), HCT (&gt;nC30-nC40) ;</li> <li>• BTEX : benzène, toluène, éthylbenzène, o-xylène, xylène(méta), xylène(para) ;</li> <li>• HAP : somme des 16 HAP, naphtalène, acénaphtylène, acénaphtène, fluorène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benzo(a)-anthracène, chrysène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, phénanthrène, benzo(ghi)pérylène ;</li> <li>• huit métaux : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, plomb, mercure, nickel, zinc ;</li> <li>• autres métaux : aluminium, baryum, bore, cobalt, fer, manganèse, molybdène, soufre, chrome VI, argent, strontium ;</li> <li>• indice phénol.</li> </ul> <p>Les résultats accompagnés des commentaires nécessaires sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées et à l'ARS.</p>
<p><b>Constats :</b>  Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le courrier du 7 avril 2017 transmettant l'ensemble des résultats au préfet ;</li> <li>• les résultats des campagnes de surveillance renforcée de la qualité de l'eau potable réalisées sur les substances prescrites. La dernière campagne de mesures a été réalisée le 28 février 2017 soit 1 mois après la fin des travaux de remise en état du site qui se sont achevés fin janvier 2017.</li> </ul> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les analyses réalisées n'ont pas mis en évidence d'impact des travaux sur la qualité des eaux brutes transitant par la canalisation AEP surveillée ;</li> <li>• les campagnes de mesure à réaliser 1 puis 2 ans après la fin des travaux n'ont pas été réalisées ;</li> <li>• les données n'ont pas été transmises à l'ARS, ce que confirme l'exploitant.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b>  L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de réaliser deux campagnes de surveillance de la qualité de l'eau potable au niveau de l'usine de Moulins-les-Metz sur les substances prescrites, la première sous un mois et la seconde un an plus tard, et d'en transmettre les résultats commentés, dès réception, à l'inspection des installations classées et à l'ARS..</p>
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect des prescriptions
<b>Délais :</b> 1 mois et 1 an plus tard

N° 6 : Bilan quadriennal

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/03/2014 modifié, article 8
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, bilan quadriennal
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue un suivi régulier des résultats de la surveillance environnementale mise en place.</p> <p>Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mise en oeuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué tous les 4 ans afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées.</p> <p>Ce bilan examine la pertinence des mesures de gestion mise en oeuvre, ainsi que les modalités de la surveillance. En particulier, les données acquises sur ces 4 années viennent s'insérer dans le schéma conceptuel préétabli pour mesurer l'efficacité des mesures de gestion mises en place.</p> <p>Ce document intègre un bilan des contrôles réalisés pour s'assurer de la pérennité des mesures de gestion mises en oeuvre.</p> <p>Ce document est adressé au préfet dans les six mois suivant l'échéance quadriennale.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis de bilan quadriennal conformément à la prescription contrôlée. L'exploitant déclare toutefois être en train de finaliser le bilan 2019-2022 et s'engage à transmettre ce document sous un mois.</p>
<p><b>Observations :</b> Au regard des actions engagées par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade. Elle demande à l'exploitant que le bilan quadriennal, conforme aux guides en vigueur (surveillance de la qualité des eaux souterraines, version 3 de décembre 2022) et qui examine la pertinence des mesures de gestion mises en oeuvre (notamment l'efficacité du confinement réalisé dans le cadre des travaux de remise en état du site (cf. point de contrôle n°2)), soit transmis au préfet sous un mois.</p> <p>Elle rappelle également à l'exploitant que la prochaine échéance quadriennale sera le 30 juin 2027 pour un bilan qui couvrira la période 2023-2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> néant à ce stade